



Services financiers: défis et perspectives

Note de synthèse

Introduction

La récente crise financière a mis en lumière les graves défis auxquels se trouvent confrontés les services financiers européens. Peut-on espérer que de cette crise émergera une industrie financière viable et plus résistante? Dans ce rapport, nous tentons de répondre à cette question en examinant les tendances économiques des secteurs de la banque et de l'assurance, ainsi que le débat sur la réglementation des marchés financiers. Font également l'objet d'un examen approfondi les modèles d'entreprise appliqués dans les différents segments du secteur financier en réaction à la crise. Enfin, le rapport propose des scénarios pour le potentiel processus d'adaptation du secteur des services financiers européens. Cette recherche procède de plusieurs éléments: des études de cas menées auprès d'une série d'entreprises du secteur, une enquête en ligne et des entretiens avec des experts de sociétés, des partenaires sociaux, des pouvoirs publics et des instituts de sondage et, enfin, une analyse détaillée de rapports d'entreprise et de données financières.

Contexte politique

Il est peu probable que la série de chocs due à la vulnérabilité de certaines banques soit arrivée à son terme. Les risques de solvabilité qui apparaissent dans les secteurs de l'immobilier, dans les marchés de produits et parmi les banques d'Europe et des États-Unis, auront des conséquences négatives sur les actifs bancaires et sur la croissance économique. De ce fait, les scénarios de sortie de crise concoctés par la Commission européenne indiquent tous une phase de transition caractérisée par une croissance faible ou négative. Point positif, des réformes statutaires sont amorcées. Quelle en sera la portée et l'orientation? Cette incertitude se voit atténuée par deux faits: la récente adoption par le Sénat américain de la loi de réforme de Wall Street, mais aussi la décision prise par l'Union européenne sur la réglementation des fonds spéculatifs. Néanmoins, le débat international sur un cadre réglementaire mondial, ainsi qu'envisagé par les gouvernements du G20, continue.

Principaux résultats

En réponse à la crise, des sociétés financières ont adapté leurs modèles d'entreprise pour se concentrer sur les forces de leur activité centrale. L'on remarque un réel processus de «désendettement» (remboursement de dettes), en particulier dans le secteur bancaire privé. Un certain nombre de banques privées ont tenté d'étendre leurs activités de détail et commerciales, mais sont revenues à l'investissement lorsque les marchés des capitaux ont ouvert des opportunités prometteuses. Les banques d'État, qui font partie des programmes d'aide publique, ont été restructurées par la liquidation des activités périphériques et risquées. Les outils d'évaluation des risques ont été améliorés et les ratios de fonds propres augmentés. Les bilans ont été épurés par d'importantes dépréciations et, pour une grande part, l'activité a retrouvé sa rentabilité.

Reste que ce retour de la rentabilité a coûté un nombre considérable d'emplois. En 2009, environ 10 % des emplois ont été supprimés dans les banques publiques — quelque 5 % dans les banques privées interrogées. Dans les banques coopératives examinées, l'emploi a baissé de 1 %. Seules une compagnie d'assurance et une banque «éthique» ont augmenté leurs effectifs. Bien que les études de cas ne livrent pas un tableau complet de l'évolution de l'emploi dans le secteur, elles montrent cependant comment la restructuration du secteur a retenti sur le taux d'emploi.

La plupart des sociétés ont revu leurs systèmes de rémunération concernant les directeurs et les courtiers en placements, liant les revenus aux performances de l'entreprise sur un certain nombre d'années. En général, le volume des bonus — liés à des rémunérations fixes — a été réduit et les paiements ont été différés (entre trois et quatre ans). Désormais, une part importante des bonus est versée sous forme d'actions de société. L'effet de ces changements sur le comportement des

investissements et sur l'appétit du risque reste encore à voir.

Malgré des tendances générales communes, les modèles d'entreprise des sociétés financières laissent apparaître des différences notables. Ils peuvent se classer selon trois approches. Un groupe de banques «libérales», de fonds d'investissement et d'autres intermédiaires tire des bénéfices élevés des portefeuilles de négociation et du courtage pour compte propre. Tout en adaptant ses opérations aux nouvelles conditions du marché, ce groupe s'efforce encore de poursuivre sa stratégie de rentabilité, n'incitant qu'à des changements mineurs du cadre réglementaire.

Un deuxième groupe de «banques publiques», nationalisées durant la crise, se trouve aujourd'hui confronté à une profonde restructuration. Il doit s'adapter à des pertes substantielles dans les portefeuilles de négociation ainsi qu'à la réorientation des stratégies commerciales vers l'activité de détail. Certes, la supervision publique affecte fortement le processus de restructuration, mais elle apporte aussi de sérieux avantages sous forme de garanties d'État.

Un troisième groupe se présente comme «durable», car ces établissements suivent des stratégies commerciales à long terme, misant moins sur l'effet de levier et sur des objectifs de rentabilité. Ce groupe, moins engagé dans les nouveaux marchés financiers, n'a subi que des pertes mineures de la dépréciation des actifs. Certaines des banques d'épargne et des banques coopératives appartiennent à ce groupe, de même que les jeunes banques «éthiques» et la majorité des compagnies d'assurance.

Scénarios d'avenir

Compte tenu des résultats ci-dessus, trois scénarios d'adaptation potentiels ont été élaborés pour le secteur financier européen.

Tel passé, tel avenir

Ce scénario part du principe que les principaux acteurs sont assez solides pour éviter une réforme majeure du système financier. La crise est généralement vue comme l'accumulation de circonstances défavorables plutôt que comme une faille systémique. Ainsi les banques «libérales» peuvent-elles continuer à appliquer leurs stratégies axées sur la rentabilité, tandis que le segment «durable» parviendra à maintenir sa position, mais sans expansion importante. Face à la force grandissante des banques «libérales», les banques «publiques» se trouveront en difficulté et les gouvernements s'efforceront de réduire leur participation à ce type d'établissements. Selon ce scénario, quelques ajustements réglementaires devraient suffire à éviter une autre crise financière, et les banques de détail et commerciales offriront une stabilité suffisante.

Un nouvel ordre mondial pour les marchés financiers

Ce scénario mise sur une réforme fondamentale du système financier mondial en décembre 2010, ainsi que convenu par les gouvernements du G20. La réforme prévoit une augmentation des ratios de fonds propres, avec prise en compte des risques, la séparation entre secteur des banques d'investissement et secteur des banques de détail et commerciales, la soumission de programmes de résolution («testaments biologiques») — tout au moins avec les principaux acteurs — et un contrôle effectif. La mise en œuvre de ces règles réduira les atouts concurrentiels des banques libérales, tandis qu'elle renforcera la position des sociétés publiques et durables. Une augmentation des ratios de fonds propres, clef de ce type d'adaptation, nécessitera une longue et difficile période de transition.

Économies divisées

Ce scénario part du principe que la crise financière ne peut pas être maîtrisée. Face à des taux de défaillance croissants et à des budgets publics surchargés, les gouvernements de la zone euro devront réduire les passifs (d'au moins 20 à 30 %) et régler — en les fermant ou en les nationalisant — la situation d'une série de banques. Dans les pays européens, les programmes d'austérité imposeront une charge supplémentaire sur les économies réelles et, aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'inflation galopante créera de nouveaux déséquilibres. Le scénario prévoit la réglementation internationale de la faillite des marchés financiers, ce qui incitera un groupe de gérants et de professionnels fortement orientés vers la rentabilité et la croissance à continuer de mener une spéculation et un arbitrage à court terme, avec l'appui de certains pays offrant des marchés financiers libéraux. Cette approche se heurtera à l'opposition de certaines franges de la société, qui commenceront à développer des économies locales en réseau. Une critique fondamentale des économies globalisées engendrera de nouvelles approches fondées sur des «micro-organismes» plutôt que sur des macro-institutions.

Tous les scénarios prévoient une nouvelle réduction de l'emploi dans le secteur financier — particulièrement sévère selon le troisième scénario. Toutefois, l'incitation à une réduction des coûts sera forte dans tous les scénarios, tandis que les technologies de l'information et de la communication autoriseront des hausses constantes de la productivité. Parmi les trois scénarios, ce sont les hypothèses du deuxième («un nouvel ordre mondial») qui favorisent au mieux le dialogue social.

Informations supplémentaires

Le rapport *Services financiers : défis et perspectives* (Financial services : challenges and prospects) est disponible à cette adresse : <http://www.eurofound.europa.eu/emcc/content/source/eu10001a.htm>

Radoslaw Owczarzak, Directeur de recherche
row@eurofound.europa.eu